



Nous les avons applaudis. Maintenant il faut les soutenir.

Personnels de Santé, citoyen-e-s, ensemble défendons le service public!

Rassemblement mardi 16 juin à 18H place de Jaude

La crise sanitaire met en évidence chaque jour un peu plus les conséquences des destructions des services publics et particulièrement de l'hôpital, elle révèle davantage les inégalités sociales. Les plus modestes et les plus pauvres ne sont pas épargnés. Les inégalités se sont accrues sur tous les plans. Pour les travailleurs-es sous rémunéré-es, les précaires, les privés d'emploi, les jeunes, les travailleurs-es sans papiers, la crise sanitaire est une véritable double peine.

La crise actuelle montre, s'il en était besoin, la nécessité d'un haut niveau de protection collective, financée par la production de richesses et basée sur la solidarité entre les générations. Dans la logique des mobilisations et des grèves depuis décembre, les organisations signataires revendiquent **l'abandon pur et simple du projet de réforme de la retraite universelle par points**. Elles exigent également **l'abandon définitif de la réforme de l'assurance chômage** qui tire toujours plus vers le bas celles et ceux qui sont privés d'emploi. Il n'y a pas ici d'impossibilité économique, il y a des choix de société. En imposant partout des logiques de profit, le néolibéralisme a réduit à peu de chagrin la capacité de nos Etats à répondre à des crises comme celle du Covid.

La santé n'est pas une marchandise, l'hôpital n'est pas une entreprise

Cette pandémie a aussi montré l'importance de **préserver la santé des travailleuses et des travailleurs**. De nombreuses décisions de justice ont pointé la responsabilité des employeurs dans le non respect de leurs obligations de sécurité. Parmi les plus exposé-es, les personnels de la santé ont dû faire face à plusieurs pénuries. Pénurie des indispensables protections pour pouvoir exercer au quotidien leurs activités au côté des milliers de malades. Pénurie de personnels pour être en capacité de prendre en charge l'ensemble des malades dans des conditions correctes. Pénurie de lits et notamment de lits de réanimation pour faire face aux nombreux cas graves.

Pourtant depuis des années ces personnels se sont mobilisés pour obtenir les moyens nécessaires à leur activité essentielle et protéger le service public de la santé. Il n'y a eu aucune réponse à la hauteur des enjeux. Les politiques néolibérales ont fait faillite et la pandémie a démontré que le système de santé doit échapper à une gestion privée. Il est urgent de **réinventer un système public pour satisfaire les besoins de la population, et réduire les inégalités d'accès à la santé sur l'ensemble du territoire, des zones rurales aux banlieues**.

Avec l'ensemble des personnels, leurs organisations syndicales et les collectifs, nous exigeons un **plan d'urgence pour l'hôpital public**, pour garantir l'accès gratuit aux soins sur l'ensemble du territoire. Il faut dès à présent un 1^{er} plan de 100.000 recrutements, augmenter les salaires, revaloriser les postes d'infirmières et d'aide-soignantes, créer des places dans les formations de santé, annuler la dette des hôpitaux et augmenter leurs budgets d'au moins 5 %. Ces premières mesures doivent permettre d'améliorer le fonctionnement de l'ensemble des services et d'ouvrir des lits en nombre suffisant. Tous les plans de restructuration et de fermetures de sites ou de services doivent être annulés.

Il faut instaurer une véritable égalité dans l'accès aux soins pour l'ensemble des personnes résidant sur le territoire. Il faut réaffirmer et revaloriser financièrement les dispositifs comme l'Aide Médicale d'État ou la Protection Universelle Maladie, revus à la baisse l'année dernière, et plus que jamais essentielle. La France doit également faire du futur traitement un bien public mondial en conditionnant ses financements à la recherche à la mise en commun des futurs brevets développés. **La pandémie du coronavirus ne doit pas servir à enrichir les grands groupes pharmaceutiques.**

Les personnels des EHPAD et de l'aide à domicile - des femmes à plus de 95% - doivent être reconnus, mieux payés, mieux formés et recrutés en nombre suffisant. **Un grand service public de la perte d'autonomie pour sortir ce secteur de la loi du marché est indispensable.**

Ce ne sont pas des médailles que les personnels réclament mais des actes.

Après la mobilisation réussie des agent-e-s du CHU le 19 mai dernier, dans le cadre de la journée nationale de mobilisation pour la santé du 16 juin et dans la continuité du rassemblement intersyndical des personnels de santé devant l'ARS prévu en milieu de journée, élargissons la mobilisation en fin de journée :

**Rassemblement des personnels de santé, du social et plus largement de toute la population
Mardi 16 juin à 18H Place de Jaude à Clermont-Ferrand**

Premiers signataires : SUD Santé/Sociaux, SOLIDAIRES, UNEF, ATTAC, Ligue des droits de l'Homme, MNCP Chom'actif, LDH Billom, Collectif « pas qu'un coût », RESF